

## Informations de base - Permis de travail Aufenthaltsgestattung / Duldung Basisinformation - Arbeitserlaubnis français

Le permis de séjour provisoire pour les demandeurs d'asile **Aufenthaltsgestattung** ou le permis de séjour temporaire **Duldung** ne permettent pas un accès direct au marché du travail. Il ne vous est également pas permis de travailler à votre propre compte. Le permis de travail **Arbeitserlaubnis** s'appelle plus exactement "permission d'exercer une activité **"Erlaubnis zur Ausübung einer Beschäftigung"**.

Par "activité", on entend toute occupation exercée dans le cadre d'un contrat de travail, conformément aux ordres d'un supérieur et faisant partie d'une structure de travail... (Extrait du Code de la Sécurité Sociale, § 7 SGB IV).

- Pour des stages non-payés et des périodes d'essai, un permis de travail est nécessaire.
- Les emplois à 1 euro **1-Euro-Jobs**: Ce sont en général les autorités qui les fournissent et ils ne requièrent aucun permis de travail.
- En ce qui concerne les activités bénévoles, la situation est plus complexe: Si cette même activité est normalement payée, un permis de travail **Arbeitserlaubnis** peut être nécessaire.

### Permis de travail Arbeitserlaubnis

En tant que détenteur d'un permis de séjour provisoire pour demandeur d'asile **Aufenthaltsgestattung** ou en tant que détenteur d'un permis de séjour temporaire **Duldung**, vous pouvez au bout de 12 mois de séjour obtenir un permis de travail **Arbeitserlaubnis**. Pour cela, vous devez tout d'abord trouver un emploi et l'employeur doit vous offrir cet emploi personnellement. Vous déposez ensuite une demande de "permission d'exercer une activité" au Service des Etrangers **Ausländerbehörde**. Celui-ci vérifie, s'il existe, conformément à la législation sur les droits des étrangers, des raisons fondées qui justifieraient le non-octroi du permis de travail. Si rien ne s'oppose à l'octroi

du permis de travail, la demande sera transmise à l'Agence pour l'Emploi.

- Vous déposez votre demande auprès du Service des Etrangers, qui est responsable de la décision finale, accord ou refus. Le Service des Etrangers demande l'avis de l'Agence pour l'Emploi **Arbeitsagentur** par le biais d'un acte administratif entre les deux autorités concernées.
- Ce type de permis de travail **Arbeitserlaubnis** n'est accordé que pour un emploi spécifique et limité dans le temps. Veillez à introduire à temps la demande de prorogation.
- L'employeur doit fournir des renseignements précis sur le travail et les conditions de travail et doit accepter que cet emploi soit offert publiquement par l'Agence de l'emploi **Arbeitsagentur**. Si cet emploi est déjà offert par l'Agence pour l'Emploi, c'est encore mieux.
- Le salaire horaire doit être conforme à ce qui se paye dans la région, les horaires et autres conditions de travail peuvent ne pas correspondre aux normes, mais ne peuvent pas aller à l'encontre des us et bonnes moeurs.
- En tant que détenteur d'un permis de séjour provisoire pour demandeur d'asile **Aufenthaltsgestattung** ou en tant que détenteur d'un permis de séjour temporaire **Duldung**, vous ne pouvez pas obtenir de plein droit un permis de travail. L'accord dépend de l'appréciation du Service des Etrangers **Ausländerbehörde**.

### Interdiction de Travailler Arbeitsverbot

En tant que détenteur d'un permis de séjour provisoire pour demandeur d'asile **Aufenthaltsgestattung**, le Service des Etrangers **Ausländerbehörde** n'a pas le droit, après la période de douze mois, de vous interdire de façon générale de travailler. Par contre le Service des Etrangers peut interdire de travailler aux personnes qui détiennent un permis de séjour temporaire **Duldung**.

- Lorsque vous déposez votre demande, le Service des Etrangers **Ausländerbehörde** vérifie, si vous remplissez les conditions définies par la législation relative au droit de séjour des étrangers, qui sont

nécessaires pour l'octroi d'un permis de travail **Arbeitserlaubnis**. Cela concerne entre autre le délai d'attente d'un an, votre obligation de collaboration envers les autorités et la question de savoir, si le Service des Etrangers **Ausländerbehörde** vous rend responsable des raisons qui font obstacle à votre expulsion.

- « Les étrangers titulaires d'un titre de séjour temporaire **Duldung** n'ont pas le droit d'obtenir la permission d'exercer une activité lorsque ... les mesures mettant fin à son séjour ne peuvent être appliquées pour des raisons dont il doit répondre lui-même. Il sera particulièrement tenu responsable, si l'obstacle à son expulsion est dû au fait qu'il a trompé les autorités au sujet de son identité ou de sa nationalité ou s'il a fourni des informations incorrectes. » (Extrait du § 11 BeschVerfVO).

- Si un étranger est accusé par les autorités d'être venu en Allemagne afin de toucher les prestations sociales, il sera également frappé d'une interdiction de travailler.

### Examen du marché du travail pour personnes prioritaires Arbeitsmarktprüfung

En Allemagne, le taux de chômage est très élevé. C'est pour cela que la procédure « d'examen du marché du travail pour personnes prioritaires » **Vorrangprüfung** a été instaurée. Les personnes avec un titre de séjour sûr (allemands, citoyens/citoyennes de l'UE, personnes titulaires d'un permis de résidence

**Aufenthaltsberechtigung**) sont prioritaires pour l'obtention d'un emploi vacant. L'Agence pour l'Emploi **Arbeitsagentur** encourage les employeurs potentiels à lui donner un mandat pour le placement de la main d'œuvre. Elle leur envoie ensuite les demandes de ces "chômeurs prioritaires". Il existe à leur égard de nombreuses sanctions, s'ils refusent d'accepter un travail. De plus, l'Agence pour l'Emploi **Arbeitsagentur** contrôle les tarifs, les horaires de travail etc., car une personne titulaire d'un permis de séjour temporaire **Duldung** ne peut pas être soumis à des conditions de travail plus défavorables que celles des autres.

L'employeur est donc tenu de fournir des renseignements sur ces points. L'examen du marché du travail dure dans le meilleur des cas semaines, mais

peut aller jusqu'à 6 mois. Après 3 mois, vous avez le droit de déposer une plainte (recours en carence). Si toutes ces conditions sont remplies et si l'employeur n'a trouvé personne d'autre qui soit qualifié pour ce travail, il faut informer de façon fondée l'Agence pour l'Emploi. Ensuite, celle-ci peut donner son accord pour l'obtention d'un permis de travail **Arbeitserlaubnis**.

- Certaines Agences pour l'Emploi **Arbeitsagentur** dans ont décidé que tous les emplois rémunérés sur la base de 400,-€ (par mois) et tous les emplois à plein temps ne nécessitant aucune formation professionnelle peuvent toujours être occupés par des chômeurs prioritaires. Ainsi, les demandes faites par des personnes non-prioritaires sont systématiquement rejetées sans la procédure d'examen du marché du travail. Exigez que chaque cas soit traité et vérifié individuellement.

- L'employeur doit justifier très exactement si et pourquoi vous êtes mieux qualifié pour ce travail que d'autres candidats (connaissances linguistiques, expérience etc.)

- Dans certains cas particuliers, il est possible de renoncer à l'examen du marché du travail, par exemple, lorsqu'un spécialiste a attesté que le travail est nécessaire pour raisons thérapeutiques. Informez-vous pour savoir, si votre cas peut être considéré comme un "cas particulier". Invoquez toutes les raisons spécifiques dans votre demande.

### **Recours: Opposition, plainte, coûts Widerspruch, Klage und Kosten**

La demande ne coûte rien. Si votre demande est rejetée, vous pouvez y faire opposition, par écrit ou par oral. Le délai est d'un mois. Vous pouvez introduire dans de brefs délais les motifs à cette opposition.

- Pour faire opposition, vous avez besoin d'une notification écrite et légale portant sur le rejet et venant du Service des Etrangers **Ausländerbehörde**. Celui-ci est obligé de vous fournir ce document gratuitement.

- Votre recours est suivi à l'intérieur du Service des Etrangers **Ausländerbehörde** par une autre personne que celle qui a statué sur la première demande.

- Si ce premier recours est rejeté et que vous touchez les prestations sociales pour demandeurs d'asile, vous

avez le droit d'être exonéré des droits de constitution de dossier. Vous recevrez la réponse comme lettre recommandée. Certains Services des Etrangers vous demandent de payer ce service (environ 4 €).

- Le recours suivant est le dépôt d'une plainte contre le Service des Etrangers auprès du tribunal administratif compétent. Nous vous recommandons de déposer en même temps une demande bien fondée de procédure en référé auprès du tribunal administratif en. Le but de cette demande en référé est d'obtenir que le tribunal oblige le Service des Etrangers **Ausländerbehörde** à vous accorder (temporairement) un permis de travail, jusqu'à ce qu'une décision de justice définitive soit prise.

- Pour déposer la plainte, vous avez besoin d'un avocat qui s'y connaisse dans cette branche du droit. Pour une première consultation, l'avocat peut faire une demande d'aide financière pour conseil **Beratungshilfe**. Si votre plainte a des chances d'aboutir, le tribunal peut vous accorder sur demande l'aide juridictionnelle **Prozesskostenhilfe**; dans ce cas, vous n'aurez à payer ni les frais du tribunal, ni les honoraires de l'avocat, même si vous perdez le procès.

### **Travail illégal Illegale Arbeit**

Si vous travaillez sans posséder de permis pour cet emploi **Arbeitserlaubnis**, vous êtes en situation illégale. Juridiquement, ce "travail au noir" est passible d'une peine pour vous et pour votre employeur. Vous risquez de payer des amendes et d'être soumis à des procédures pénales. Cela peut avoir des effets négatifs sur la consolidation de votre séjour (par exemple, si vous avez des chances d'obtenir un permis de séjour) et peut augmenter le danger d'expulsion qui vous menace.

- Pensez au fait que, si vous acceptez un travail illégal, vous êtes plus facilement exploitable. Souvent, les travailleurs au noir sont particulièrement mal payés et il est difficile d'entamer des recours juridiques, si l'on refuse tout simplement de vous payer.

Attention: Ces informations sont données en connaissance de cause, elles ne remplacent en aucun cas une consultation juridique. Toutes les informations ne concernent que le Schleswig-Holstein. 12/ 2006.

Bitte beachten Sie: Diese Informationen sind nach bestem Wissen erstellt. Sie ersetzen keine juristische Beratung. Alle Angaben beziehen sich auf Schleswig-Holstein. 12/2006

Le projet **INFONET**- Accès à l'éducation et l'emploi pour les réfugiés fait partie du Land in Sicht! – Qualifications professionnelles pour les réfugiés en Schleswig-Holstein et est soutenu par le Conseil des Réfugiés Flüchtlingsrat. Das Projekt **INFONET** - Bildungs- und Berufszugänge für Flüchtlinge gehört zu der Gruppe Land in Sicht! - Berufliche Qualifizierung für Flüchtlinge in Schleswig-Holstein und wird vom Flüchtlingsrat getragen.

Le Conseil des Réfugiés existe depuis 1991. C'est une association regroupant des initiatives, des groupes, des organisations et des personnes individuelles pour une aide solidaire aux réfugiés dans le Schleswig-Holstein. Il fait un travail antiraciste et défend les intérêts des réfugiés et des migrants vis-à-vis des autorités et du gouvernement du Land (région). L'association est membre du groupe de travail fédéral pour les réfugiés PRO ASYL..

Der Flüchtlingsrat besteht seit 1991 und ist Dachverband von Initiativen, Gruppen, Organisationen und einzelnen Personen der solidarischen Flüchtlingshilfe in Schleswig-Holstein. Er leistet antirassistische Öffentlichkeitsarbeit und vertritt flüchtlings- und migrationspolitische Anliegen gegenüber Behörden und Landesregierung. Der Verein ist Mitglied in der bundesweiten Organisation für Flüchtlinge PRO ASYL.

## **INFONET**

*Bildungs- und Berufszugänge für Flüchtlinge  
Flüchtlingsrat Schleswig-Holstein e.V.*

**Oldenburger Str. 25  
24143 Kiel**

**Tel. 0431 - 240 59 09  
oder 0431 - 735 000**

**infonet@frsh.de**

**www.infonet-frsh.de**